

LA PREMIÈRE ACTION CATHOLIQUE DANS LE DIOCÈSE DE VANNES SOUS L'ÉPISCOPAT DE MONSEIGNEUR GOURAUD (1906-1928)

PAR

CARINE PICAUD

diplômée d'études approfondies

INTRODUCTION

Prétendre étudier l'Action catholique au cours des trois premières décennies du XX^e siècle peut paraître paradoxal, tant s'impose la référence au pape Pie XI (1922-1939) et aux mouvements nés à la fin des années vingt dans le sillage de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Objet d'une fermentation intense tout au long du XIX^e siècle, l'Action catholique est en réalité au cœur du renouveau pastoral inauguré par Pie X, qui en rédige la première charte le 11 juin 1905 (encyclique *Il fermo proposito*). Définie comme l'ensemble des œuvres dont les principaux soutiens et promoteurs sont des laïcs, l'Action catholique a pour fin la restauration de toutes choses dans le Christ au travers d'une défense religieuse mais aussi d'une solution pratique de la question sociale, et au moyen d'une union organisée, intégrée à la hiérarchie ecclésiastique.

Les directives romaines trouvent un écho en France à partir de 1906. La loi de Séparation des Églises et de l'État ouvre la voie à une Action catholique qu'elle rend à la fois urgente par la situation faite à l'Église et possible par la disparition des entraves concordataires qui enserraient jusque-là la hiérarchie ecclésiastique. Placée sur le terrain non plus constitutionnel mais strictement religieux et sous la direction de l'autorité ecclésiastique, l'Action catholique a pour cadre privilégié une organisation diocésaine pyramidale, fédérant des comités paroissiaux et cantonaux que coiffe un bureau central. Soumises aux feux de la politique et critiquées pour leur esprit intransigeant, les Unions diocésaines, établies dans vingt diocèses seulement en 1914, subissent d'abord un échec ; elles n'en connaissent pas moins, dix ans plus tard, une formidable résurgence sous le Cartel des gauches. Le recul de la menace cartelliste, la condamnation de l'Action française, l'émergence d'une Action catholique spécialisée soucieuse de témoigner et de conquérir marquent la transition entre la première et la seconde Action catholique, entre celle définie par

Pie X et celle repensée par Pie XI, celle-ci enterrant celle-là dans les mémoires et l'historiographie religieuse.

Le diocèse de Vannes se distingue par son catholicisme unanime, populaire, clérical et ultramontain, mais aussi par la personnalité du prélat qui l'administre. Comptant parmi les quatorze premiers évêques post-concordataires sacrés par le souverain pontife le 25 février 1906, Mgr Gouraud est à la fois l'un des théoriciens de la première Action catholique et l'un de ses plus actifs promoteurs, tout au long d'un épiscopat de vingt-deux années qui s'inscrit parfaitement dans les limites chronologiques du mouvement. Retraçant l'histoire de la première Action catholique morbihannaise à travers ses errances et ses succès, l'étude monographique se propose d'appréhender la spécificité et, à terme, l'héritage de ce substrat progressivement enseveli par le temps.

SOURCES

Les archives du bureau diocésain, instance dirigeante de l'Union catholique du Morbihan, auraient dû constituer le matériau essentiel de cette étude. Les aléas de leur conservation en ont décidé autrement.

Les sous-séries F⁷ et F¹⁹ des Archives nationales complètent utilement les fonds des Archives départementales du Morbihan. Parmi ces derniers, la série M est riche en rapports intéressant la vie politique et les manifestations cléricales ; la série T est précieuse pour les états des écoles primaires et les rapports de l'inspecteur d'académie ; enfin la série V, tarie au lendemain de la Séparation, renferme des dossiers relatifs aux congrégations.

Les archives de l'évêché de Vannes présentent malheureusement d'importantes lacunes. Mentionnons cependant les procès-verbaux des visites canoniques effectuées dans les archiprêtrés de Lorient et de Pontivy durant les années 1920 et un état des œuvres dans le diocèse (15 janvier 1914), qui ont autorisé une approche statistique.

En amont, les archives Vaticanes (fonds de la Secrétairerie d'État, de la congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires et de Mgr Umberto Benigni) ont permis de mieux cerner l'essence de l'Action catholique. En aval, les registres historiques des paroisses laissent appréhender au plus près la vie des œuvres. Les archives de quelques mouvements nationaux ainsi que de particuliers ont également contribué à éclairer certains aspects.

S'ajoute à ces documents un large corpus de sources imprimées, comportant les actes épiscopaux de Mgr Gouraud, *La Semaine religieuse du diocèse de Vannes*, les comptes rendus des congrès diocésains ainsi que différents organes d'œuvres et d'Action catholique.

PREMIÈRE PARTIE
PRÉSENTATION SOCIALE, RELIGIEUSE ET POLITIQUE
DU MORBIHAN

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ MORBIHANNAISE

Le diocèse de Vannes est situé au contact de deux pays linguistiques, breton et gallo. Faisant montre d'un fort dynamisme démographique, la population morbihannaise atteint son apogée en 1911, avant que la ponction de la Grande Guerre et la diminution du taux de natalité ne se conjuguent au développement d'une émigration hémorragique.

Composante essentielle de la société morbihannaise, la paysannerie demeure soumise à la tutelle des notables châtelains. Une évolution se dessine toutefois au lendemain de la Grande Guerre, à la faveur du démantèlement des grands domaines nobiliaires. Concentrée dans la région lorientaise (arsenal de Lorient, forges d'Hennebont, industrie sardinière du littoral), la population ouvrière est au contraire travaillée par un syndicalisme libertaire à tonalité anticléricale. Entre ces deux extrêmes, la population des marins pêcheurs est partagée. Le sardinier, frappé par une crise de son activité unique, vit dans un milieu usinier qui favorise le développement d'une conscience de classe ; en revanche, le thonier, à la fois propriétaire et pêcheur, bénéficie d'une double source de revenus. Enfin, au sein des classes dirigeantes, face à une aristocratie en déclin, une bourgeoisie issue des professions libérales s'affirme dans le champ social et politique.

CHAPITRE II

LA « CHRISTIANITUDE » MORBIHANNAISE

Appartenant à la vigoureuse chrétienté de l'Ouest, le diocèse de Vannes se signale par sa particulière vitalité religieuse qu'attestent une forte pratique dominicale, un clergé pléthorique et l'importance des écoles primaires libres.

Balisant le temps et l'espace, le catholicisme morbihannais est populaire dans son unanimité, dans ses expressions (pardons, processions, fêtes patronales) et dans ses croyances, peuplées d'une multitude de saints intercesseurs et teintées d'une particulière sensibilité bretonne à la mort. Le recteur est la principale autorité sociale du pays. Fondé sur une religion de la crainte que diffusent le sermon dominical agrémenté d'*exempla* et plus encore la prédication des missionnaires illustrée par les *taolennou* (tableaux), le cléricalisme morbihannais ne s'impose toutefois pas uniformément : moins bien établi en pays breton qu'en pays gallo, il est plus que contesté dans les milieux ouvriers et maritimes lorientais. Le catholicisme morbihannais se caractérise également par l'ardeur de son ultramontanisme, manifesté au cours du XIX^e siècle par les rebellions successives du clergé contre le gallicanisme épiscopal, mais également par les engagements dans les zouaves pontificaux.

La législation laïque suscite une farouche résistance : sainte croisade contre l'école athée, défense des congréganistes expulsés et tourmente à l'occasion des inventaires, dont les opérations, prolongées durant près de dix mois, mobilisent dans le quart des cas plus de la moitié de la population paroissiale.

CHAPITRE III

L'ORIENTATION POLITIQUE DU MORBIHAN

L'impact électoral des lois laïques vient confirmer le divorce, vieux d'un siècle, entre le Morbihan et la République. Nourrie du souvenir de la chouannerie, l'hostilité à la République s'exprime par le bulletin de vote à partir de 1848. La timide avancée des républicains aux élections de 1881 est brutalement enrayée par les lois scolaires de Jules Ferry. Le retour esquissé dans les années 1890 à la faveur de l'esprit nouveau et du ralliement est tout aussi éphémère. La seconde offensive laïque se solde par une écrasante victoire de la droite aux élections législatives de 1906.

Plus que jamais, la ligne de partage entre Bleus et Blancs passe par la question religieuse, opposant une droite dominée pour un bref temps encore par un comité royaliste d'essence légitimiste, et une gauche dans son ensemble modérée, à l'exception de la tête de pont radicale du littoral lorientais. Résultant d'une combinaison de facteurs sociaux, religieux et historiques, un clivage politique sépare aussi le pays gallo, ultra-conservateur, du pays breton, sensible aux sirènes d'une République tempérée.

CHAPITRE IV

L'ÉGLISE DE VANNES EN 1906

Objet des plus vives résistances, la loi de Séparation est également le gage de nouvelles espérances. Certes, l'Église est privée de ses biens et des subsides publics. Mais elle est libre, et cette liberté se manifeste dès le 25 février 1906 par le sacre, à Saint-Pierre de Rome, des quatorze premiers évêques post-concordataires, alors que l'Église de Vannes est sans pasteur depuis 1903. Messager de Pie X, Mgr Couraud inaugure son épiscopat par un geste symbolique, en venant s'opposer en personne, le 14 mars 1906, à l'inventaire de la basilique Sainte-Anne-d'Auray. Il transmet aussitôt une consigne, l'union. Le premier jalon de l'Action catholique est posé.

DEUXIÈME PARTIE
LES QUATRE SAISONS
DE LA PREMIÈRE ACTION CATHOLIQUE MORBIHANNAISE
(1906-1928)

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES ANNÉES POST-CONCORDATAIRES :
LES FONDEMENTS DE L'ACTION CATHOLIQUE
(1906-1914)

Après le choc de la Séparation, l'Action catholique naît dans un esprit de défense et de reconquête. De 1906 à 1914, Mgr Gouraud ne consacre pas moins de onze actes à l'exposé théorique de l'Action catholique, résumé en 1913 dans un manuel, *Pour l'Action catholique*. L'Action catholique se définit comme la participation disciplinée et éclairée des laïcs aux œuvres de l'Église en vue d'une restauration des droits de Dieu, de l'ordre social chrétien et des esprits catholiques. Elle a pour condition l'union organisée des catholiques sur le terrain strictement religieux et sous la direction du clergé dans le cadre d'une structure diocésaine pyramidale, fondée sur une hiérarchie d'élites graduées. S'adressant aux hommes, l'Union catholique s'engage dans les œuvres sans exclure le terrain politique.

Animée d'un esprit défensif et contre-offensif qui s'exprime dans une constante métaphore guerrière, l'Action catholique tient ses premières assises du 6 au 9 octobre 1907 sous la forme d'un congrès diocésain des œuvres. Un organisme de coordination est institué au mois de mars 1908, composé de trente-huit ecclésiastiques et vingt-cinq laïcs répartis en cinq sections. Le bureau diocésain se met aussitôt à la tâche, disposant à partir de 1909 d'un organe, le *Bulletin des œuvres*, ainsi que d'un service de documentation et de statistiques. L'institution de l'Union catholique du Morbihan, le 8 décembre 1911, parachève cette organisation. Bien que les comités cantonaux soient établis dans tous les doyennés dès le mois de juillet 1910, bien que le réseau des comités paroissiaux couvre l'ensemble des paroisses morbihannaises à la veille de la guerre, ces cadres semblent bien souvent n'avoir d'existence que sur le papier, et le mouvement des unions paroissiales ne s'esquisse que très lentement. L'Union catholique du Morbihan fait toutefois preuve de vitalité à travers les congrès diocésains annuels, dont le septième a lieu à l'automne 1913, et les congrès cantonaux, cinquante-huit entre 1908 et 1914.

L'Union catholique investit le terrain électoral, non sans une certaine prudence, à l'occasion des élections législatives de 1914, acculée du reste dans cette voie par une succession de revers essuyés par la droite et par les germes de division qui se font jour entre royalistes et républicains indépendants. Constituée sur un programme minimum comportant le droit pour l'Église de posséder des biens, la liberté d'association et d'enseignement accordée aux congréganistes et la répartition proportionnelle des subsides de l'État entre écoles publiques et écoles privées au prorata du nombre des élèves, l'Alliance catholique parvient à enlever un siège à la gauche. Ce printemps est brutalement interrompu par la guerre.

CHAPITRE II

LES ANNÉES DE GUERRE : L'ACTION PATRIOTIQUE
(1914-1918)

Privée de ses directeurs ecclésiastiques et de ses ouvriers laïques appelés sur d'autres fronts, l'Action catholique est également conduite à une trêve politique en vertu de l'Union sacrée. En février 1915, le diocèse compte trois cent soixante-dix prêtres mobilisés. L'évêque espère du moins de ce providentiel brassage la dissipation du malentendu entre l'Église et le peuple. Le service paroissial est désorganisé dans plus de la moitié des paroisses dès le 15 août 1914. Anémiée, l'Union catholique se dissout ; le bureau diocésain demeure, quoique fonctionnant au ralenti.

Trois principaux champs d'action s'offrent désormais aux catholiques. Le renouveau de ferveur qui marque les premiers mois du conflit est encouragé par l'évêque qui invite les fidèles à la prière en vue de la victoire et à la réparation pour satisfaire l'attente divine d'un amendement de la France. La dévotion au Sacré-Cœur se développe et culmine le 7 juin 1918, tandis que s'organise la prière des enfants. La défense du clergé et du pape constitue le second champ d'intervention. Si la « rumeur infâme » a peu de prise dans le département, les appels répétés de Benoît XV en faveur d'une paix de compromis ne laissent pas d'embarrasser. Aussi Mgr Couraud s'emploie-t-il à justifier la neutralité pontificale, interprétée dans un sens favorable à la France. Enfin, les catholiques se dévouent sur le champ nouveau des œuvres de guerre, dont la plus importante est celle des orphelins, établie dans le diocèse à l'automne 1915.

Désorganisée, l'Action catholique est également réduite au silence quant à ses revendications. Autorité religieuse et autorité civile s'unissent pour venir en aide aux soldats et favoriser l'emprunt national. Toutefois, les failles ne tardent pas à entamer ce *consensus*, surgies de la censure qui frappe la *Semaine religieuse* dès 1915 et du renouvellement des baux de location des presbytères. Le climat se dégrade plus encore à partir de 1917 à propos de la loi sur les pupilles de la nation, qui ranime les hostilités en matière d'éducation. Progressivement minée par la résurgence des querelles d'avant-guerre, l'Union sacrée n'a plus en 1918 qu'un semblant de consistance.

CHAPITRE III

L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE : LA DIFFICILE RELANCE
DE L'ACTION CATHOLIQUE (1918-1924)

L'immédiat après-guerre offre à l'Action catholique une chance nouvelle par la réintégration des catholiques au sein de la communauté nationale. Ayant pris une large part à la « victoire du droit », ceux-ci entendent également participer à la « paix du droit ». L'Action catholique est également actualisée par la menace que fait peser le flot montant du socialisme. Dénonçant le sophisme des lois intangibles, Mgr Gouraud exhorte les catholiques à faire entendre leurs revendications à l'occasion des élections de 1919. L'Alliance catholique de 1914 est reconstituée sur un programme identique, faisant prévaloir une stratégie de bloc contre bloc. Mais le verdict des urnes marque un revirement politique. Pour la première fois de son histoire, le département bascule à gauche aux élections

législatives. L'Union républicaine enlève cinq des huit sièges et conquiert de surcroît son premier mandat sénatorial. Cette diminution du sens civique catholique est un symptôme des « ruines morales » de la guerre, qui affectent également la pratique religieuse. Les procès-verbaux des visites canoniques effectuées dans les archiprêtres de Lorient et Pontivy en 1920-1921 dressent le constat d'une perversion des mœurs, sensible dans l'invasion des danses et des pianos automatiques, et d'un recul de la pratique enregistré dans un cinquième des paroisses du pays breton.

Aux traditionnelles missions et prédications doit donc s'ajouter la restauration des esprits chrétiens par un travail de formation, objet de l'Action catholique d'après-guerre, adaptée aux conditions nouvelles. Les trois priorités en sont la révision des lois laïques, le relèvement de la famille et l'action sociale. L'organisation en est identique à celle d'avant-guerre, à ceci près qu'elle prévoit la constitution d'une Union catholique des femmes.

Dès le mois de décembre 1918, Mgr Gouraud se fait à travers le diocèse le missionnaire de l'Action catholique. Le bureau diocésain est reconstitué le 31 janvier 1919, doublé d'un Comité d'action catholique féminin. Mais les deux organismes végètent, et aucun mouvement apparent n'ébranle les paroisses. La relance de l'Action catholique s'avère être un échec, ayant contre elle un changement profond des esprits et un contexte religieux qui n'est plus tant au combat qu'à l'apaisement, concrétisé par la reprise des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège et le compromis des associations diocésaines. Allant de désillusion en désillusion, l'évêque ne peut qu'assister, impuissant, à la rupture spectaculaire de l'entente catholique qui survient à l'occasion des élections sénatoriales du 6 janvier 1924. L'avènement du Cartel des gauches met un terme à cette troisième saison de l'Action catholique, phase transitoire rapidement éclipsée par les années fastes qui suivent.

CHAPITRE IV

LA RÉSISTANCE A L'OFFENSIVE DU CARTEL DES GAUCHES : DEFENSE ET « MILITANCE » (1924-1928)

Les mesures annoncées par Édouard Herriot le 17 juin 1924 provoquent une levée de boucliers. Le clergé, le 16 octobre, constitue une Union morbihannaise des prêtres et membres de l'enseignement anciens combattants. Il est suivi de près par l'Union catholique du diocèse de Vannes, qui renaît brusquement de ses cendres le 20 novembre. Placée sous le signe exclusif de la défense religieuse, elle concentre son activité dans la préparation d'une grande manifestation à Vannes. Prêtres et laïcs, hommes, femmes et enfants sont à pied d'œuvre, multipliant les conférences, distribuant des tracts, tandis que les comités paroissiaux reconstitués recrutent des adhérents. Confiée pour son organisation à un militaire, la manifestation rassemble, le 29 mars 1925, quarante-cinq mille hommes. Manifestation fasciste selon les communistes, résurgence de la chouannerie aux yeux de la préfecture, elle est avant tout l'expression d'un militantisme massif et déterminé, fondé sur l'union ressoudée entre les catholiques.

La manifestation passée, le cabinet Herriot tombé, il reste à maintenir la mobilisation et à achever l'organisation paroissiale. Pour tenir les troupes en haleine, une vaste campagne de propagande est entreprise. L'Union catholique dispose à partir de novembre 1925 d'un organe mensuel, tiré à vingt-quatre mille

exemplaires en février 1928. Chaque hiver, des conférenciers, tant laïcs qu'ecclésiastiques, entretiennent leurs auditoires des lois congréganistes, du communisme, de l'école unique. Cette formation des esprits se double de l'organisation de grands *meetings*, propres à donner le sentiment de la force. Quatre congrès régionaux sont organisés au cours de l'année 1926, rassemblant vingt-huit mille participants, tandis qu'un grand pèlerinage draine cinquante mille hommes et jeunes gens à Sainte-Anne-d'Auray, le 16 octobre 1927. Enfin, l'Union catholique renoue avec l'organisation des congrès cantonaux, principal élément de la campagne de 1927.

Les procès-verbaux des visites canoniques effectuées en 1930-1931 autorisent une première photographie complète de l'Union catholique. Elle est établie dans 87 % des paroisses morbihannaises et forte de plus de vingt-huit mille adhérents. Mais, par-delà ces chiffres avantageux, la fréquence des réunions n'atteste pas une grande activité. Mise à l'épreuve de la politique, l'Union vole de nouveau en éclats à l'occasion des élections législatives de 1928. Conservateurs, libéraux et démocrates chrétiens s'affrontent, ces derniers effectuant une forte percée dans le pays gallo, qui rallie ainsi la République.

Très affaibli depuis 1924, Mgr Gouraud s'éteint le 2 octobre 1928. Quatre semaines plus tard, l'esprit de la Jeunesse ouvrière chrétienne souffle sur le congrès de la jeunesse catholique morbihannaise, invitant à substituer la conquête à la défense désormais surannée.

TROISIÈME PARTIE

DES HOMMES, DES ŒUVRES, UN ESPRIT

CHAPITRE PREMIER

LES OUVRIERS DE L'ACTION CATHOLIQUE

L'histoire de la première Action catholique morbihannaise est dominée par la figure de Mgr Gouraud. Originaire des confins de la Vendée, celui-ci n'a paradoxalement jamais exercé de ministère paroissial. Ancien supérieur de l'externat des Enfants-Nantais et directeur de l'Union diocésaine de la Jeunesse catholique nantaise, il conserve un souci constant pour l'éducation, qui lui vaut la réputation d'« évêque des jeunes », et un sens aigu de la direction, de la discipline et de l'organisation. Appartenant à la génération des prêtres dont l'ordination est contemporaine des lois scolaires laïques, c'est avant tout un évêque de combat. Fortement controversée, sa pensée politique ne s'éclaire qu'à la lumière de sa pensée religieuse assise sur trois principes essentiels : l'union catholique, l'intransigeance, l'obéissance au pape.

Parmi ses proches collaborateurs, le chanoine Thubé est l'homme de confiance. Ancien répétiteur à l'externat des Enfants-Nantais, il a suivi son supérieur à Vannes en qualité de secrétaire particulier, avant de devenir, en mars 1919, le directeur des œuvres diocésaines. Personnage discret, proche de la démocratie chrétienne, il participe au développement de l'Action catholique en tant que membre de la commission permanente du bureau diocésain avant la guerre et vice-président de

l'Union catholique en 1925. L'impulsion est cependant davantage imprimée par le vicaire général Le Senne, véritable animateur de la première phase de l'Action catholique, président du bureau diocésain et organisateur des congrès annuels. Sa promotion au siège de Beauvais en 1915 prive l'Action catholique de l'immédiat après-guerre d'un intendant hors pair, dont la succession n'est assurée qu'à partir de 1925 par l'abbé Le Dugue, sous-directeur des œuvres, qui incarne la transition entre la première et la seconde Action catholique.

Le clergé morbihannais est initié dès le séminaire aux nouvelles méthodes pastorales par un cours d'œuvres, institué en 1912, et de multiples conférences données tant par des prêtres que par des laïcs. L'Action catholique bénéficie d'un important contingent d'ouvriers ecclésiastiques. La situation pourrait paraître relativement satisfaisante, s'il n'y avait, à partir de 1911, une baisse du recrutement sacerdotal qui prend après la guerre des allures catastrophiques, nécessitant plus que jamais la collaboration des laïcs.

Malgré une étroite subordination de l'Église enseignée à l'Église enseignante, l'invite faite aux fidèles s'accompagne d'une promotion du laïc, tandis que s'opère une évolution du modèle de l'homme d'œuvres vers celui du militant. L'élite catholique ne se définit plus tant par la fortune ou le savoir que par une mentalité. Dessinée dès avant la guerre, l'image du *miles Christi* s'affirme à partir de 1925. Pour approximative qu'elle soit, l'approche sociologique révèle l'ascension des classes moyennes aux dépens d'une noblesse en retrait. L'Action catholique s'ouvre également aux femmes, progressivement intégrées dans l'Union catholique après la guerre.

CHAPITRE II

LES MÉCOMPTES D'UNE UNION ORGANISÉE DES CATHOLIQUES MORBIHANNAIS

L'Union des catholiques morbihannais présente un bilan pour le moins contrasté. Suivant une courbe accidentée, dominée par les brisures de 1914 et 1924, l'évolution de l'Union catholique se résume schématiquement en trois mouvements : un ensemencement intense auquel la guerre ne laisse pas le temps de porter tous ses fruits ; une longue décennie de sommeil ; un apogée atteint par le jeu d'un réflexe défensif mais aussi à la faveur de l'expérience d'avant-guerre. Contrasté dans le temps, le bilan ne l'est pas moins dans l'espace. La géographie des adhérents à l'Union catholique en 1930-1931 trahit un net clivage entre un pays gallo plutôt réceptif et un pays breton réfractaire. Enfin, l'Union catholique souffre d'un dysfonctionnement qui affecte le double principe de la structure pyramidale et des élites graduées. Le dynamisme du bureau diocésain se heurte, à la base, à une puissante force d'inertie.

Les responsabilités de ces mécomptes sont partagées entre un clergé routinier et des laïcs individualistes, hésitant à s'enrôler dans une organisation militante suspecte, qui plus est, de visées politiques. L'Union, échouée sur les récifs de la politique, a aussi fait l'expérience de l'impossibilité d'un parti catholique. Le relatif échec d'une union organisée confirme la difficulté, éprouvée en d'autres diocèses, d'une Action catholique ambitieuse et novatrice, malgré un travail fécond dans le champ des œuvres.

CHAPITRE III

L'ŒUVRE DE L'ACTION CATHOLIQUE

Un foisonnement d'initiatives a germé des congrès diocésains, favorisant l'apparition d'œuvres nouvelles, revivifiant des œuvres anciennes.

L'Action catholique morbihannaise se signale par sa richesse en œuvres de sanctification et de piété. Parmi les nombreuses confréries, celles des mères chrétiennes et des catéchistes volontaires reçoivent une forte impulsion épiscopale dès 1906. Innovation hardie, les congrès eucharistiques cantonaux, inaugurés en 1909, rencontrent un franc succès. Les retraites fermées, nées de la spiritualité vannetaise du Grand Siècle, reçoivent un second souffle grâce à une spécialisation de leur public. Longtemps incomprise, l'œuvre du denier du culte ne donne pleinement satisfaction qu'après la guerre, autorisant un relèvement des traitements ecclésiastiques demeurés jusque-là inférieurs à ceux en vigueur sous le Concordat.

Principal champ de bataille, l'école est également le plus beau fleuron de la couronne des œuvres. Vieille de trente ans, la lutte scolaire atteint son paroxysme dans les années 1909-1913, focalisée autour d'une officialisation du « péché d'école » et d'une revendication de la répartition proportionnelle scolaire formulée très nettement à partir de 1912. Ces années voient l'école libre remporter la bataille décisive des effectifs. Majoritaire par le nombre des élèves à partir de 1912-1913, régnant presque sans partage dans le pays gallo, l'enseignement libre se dote d'une organisation complexe, calquée sur le modèle de l'instruction publique, qui lui permet de surmonter tant bien que mal la double crise qui affecte, dans les années 1920, le recrutement de son corps enseignant ainsi que son budget.

Complémentaires de l'école, les œuvres de jeunesse occupent une place de choix dans le programme de l'Action catholique. Visant à former pour protéger, elles ne réalisent bien souvent que le second volet. Elles n'en connaissent pas moins une profonde mue, perceptible dans la relative vogue du théâtre et plus encore dans l'essor du sport, qui rompt avec le patronage entre quatre murs. La trilogie sport-musique-théâtre l'emporte sur le triptyque piété-étude-action. En dépit des encouragements de Mgr Couraud, l'Association catholique de la jeunesse française ne pénètre que timidement dans le diocèse et ne trouve un véritable élan qu'à partir de 1924, malgré des effectifs encore limités. Les œuvres de jeunes filles, apparentées aux confréries, apparaissent quelque peu en retrait. Constitué en union diocésaine en 1925, le mouvement noëliste apporte cependant une note nouvelle, empruntant à la fois à l'œuvre de piété, au cercle d'études et à l'œuvre de charité.

Le caractère défensif de l'Action catholique confère une particulière importance aux œuvres de propagande, à laquelle se consacre la Ligue patriotique des Françaises, majoritaire dans le diocèse. La propagande par l'écrit, sous des formes diverses, se complète d'une propagande par la parole, faite de conférences populaires, et d'une propagande par l'image, assurée par l'œuvre des projections lumineuses, que relaie dans les années 1920 le cinéma paroissial.

Nécessitées par l'instauration d'un nouveau concordat entre l'Église et le peuple, les œuvres sociales se développent parallèlement aux œuvres charitables héritées du siècle précédent, qui donnent quelques signes de faiblesse. Elles ont pour domaine privilégié la mutualité et le syndicalisme agricoles, terrain occupé par la puissante et corporatiste Union des syndicats agricoles du Morbihan. Ouvriers et marins font quelque peu figure de parents pauvres dans ce panorama des institutions sociales, faute non pas de projets mais de réalisations.

CHAPITRE IV

L'ESSENCE DE LA PREMIÈRE ACTION CATHOLIQUE MORBIHANNAISE

Érigeant œuvre après œuvre une contre-société, la première Action catholique, contemporaine de la condamnation du modernisme à laquelle elle souscrit entièrement, est l'expression d'un catholicisme intransigeant et intégral. Par le rejet de l'ordre religieux issu de la Révolution, elle s'affirme dans une filiation au *Syllabus* et s'oppose au libéralisme trop enclin à restreindre l'influence du surnaturel et à dédoubler la personnalité du chrétien. Elle exprime ses exigences dans un programme de revendications électorales maximaliste. C'est là une forme de catholicisme intégral qui induit un « entre chrétiens », une stratégie de concentration catholique. Pour autant, cet intégralisme ne saurait se confondre avec l'intégrisme développé sous le pontificat de Pie X. L'Union catholique morbihannaise s'ouvrant assez largement aux différentes tendances politiques et sociales qui traversent le catholicisme.

Intransigeante, intégrale et cléricale, elle condamne la déviation du Sillon, au demeurant faiblement implanté dans le diocèse, coupable d'une laïcisation du mouvement catholique et d'une transgression de l'« entre chrétiens ». Mais elle n'épargne pas cette autre forme de modernisme qui consiste dans l'affirmation du « politique d'abord » aux dépens du « catholique d'abord ». Commencées dans un *modus vivendi*, les relations entre Action catholique et Action française évoluent à partir de 1912 vers un divorce confirmé en 1926. Sur le premier différend, né du conflit entre deux intégralismes, s'en greffe alors un second, opposant ultramontanisme et gallicanisme. L'histoire de la première Action catholique morbihannaise est aussi celle d'une fidélité, fidélité au pape, fidélité à l'Église dans la revendication absolue de ses droits, fidélité à un catholicisme vécu intégralement.

CONCLUSION

La première Action catholique morbihannaise est avant tout le produit d'un choc, la Séparation, et d'un pontificat, celui de Pie X, promoteur d'un apostolat organisé des laïcs sous la direction étroite de l'autorité ecclésiastique et dans une ligne intransigeante. Elle est aussi le fruit de la rencontre entre un prélat, « fils des héros de la Vendée », et un diocèse où la religion informe la vie, conditionnant le vote comme le choix de l'école.

Malgré les échecs qui ont été évoqués, le renouveau est profond. Le prêtre ne se confine plus dans sa sacristie, il se fait conférencier, projectionniste, arbitre des rencontres de football ; le cléricisme morbihannais est sans doute à son apogée. Mais le mouvement ne s'accompagne pas moins d'une promotion du laïc. Auxiliaire certes docile, le laïc, hier simple paroissien, devient progressivement un militant. La première Action catholique apparaît ainsi à mi-chemin entre une tradition dans laquelle elle s'enracine et une modernité qu'elle annonce. Autant que l'efflorescence et la coordination des œuvres, elle laisse en héritage les fondements d'une Action catholique générale et prépare le terrain pour une Action catholique spécialisée.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Programmes des sept congrès diocésains (1907-1913). – Ordonnances épiscopales. – Statuts d'associations et d'œuvres. – Communiqués du bureau diocésain. – Articles de presse.

ANNEXES

Répertoires des lettres pastorales, ordonnances, circulaires et discours de Mgr Gouraud (1906-1928). – Rapports des congrès diocésains (1907-1913). – Congrès cantonaux (1908-1914). – Résultats par cantons des élections législatives (1910, 1914, 1919, 1924).

FIGURES

Cartes, graphiques, tableaux, organigramme.
